

Au Grand-Duché, les sociaux-chrétiens veulent prendre leur revanche sur le libéral Bettel

Luxembourg Le CSV est donné favori des élections législatives qui se tiendront ce dimanche.

Il y a cinq ans, Xavier Bettel était le chasseur, qui rêvait d'avoir la peau de "l'éléphant" Jean-Claude Juncker, qui dirigeait le gouvernement du grand-duché de Luxembourg depuis dix-neuf ans. Ce dimanche, le Premier ministre libéral sera la proie. Le parti social-chrétien CSV a tourné la page de la longue ère Juncker et entend prendre sa revanche. Le CSV était arrivé largement en tête à l'issue des élections législatives de 2013, avec 33,6% des suffrages contre 18,25% pour le Parti Démocratique de M. Bettel. Mais les autres partis ne voulaient plus de Jean-Claude Juncker et les libéraux, les socialistes et les Verts s'étaient entendus pour former une coalition, renvoyant le CSV, au pouvoir depuis 1979, dans l'opposition.

Désormais dirigés par Claude Wiseler, les sociaux-chrétiens du CSV occupent actuellement 23 des 60 sièges de la Chambre des députés. Ils sont donnés en tête des intentions de vote, avec 32% d'opinions favorables contre 15% pour le parti du Premier ministre, selon le dernier sondage publié la semaine dernière par TNS Ilres, RTL et le *Luxemburger Wort*. Si les urnes confirment ce que prédisent les sondages, on pourrait assister à un retournement d'alliance.

La victoire électorale étant promise au CSV, la formation du Premier ministre libéral doit veiller à ne pas perdre trop de sièges – elle en a actuellement 13. Les socialistes sont en embuscade. Si le LSAP parvient à occuper seul la seconde place, derrière le CSV, son chef de file Étienne Schneider peut espérer, du moins en théorie, refaire le coup de Xavier Bettel. Il pourrait être en mesure de négocier une coalition tripartite, dont le LSAP, présent dans tous les gouver-

nements depuis trente-quatre ans, serait cette fois le maillon fort et fournirait le Premier ministre. Néanmoins, le LSAP n'est crédité que de 10% des voix par les enquêtes d'opinion. Reste à savoir comment se positionneraient les Verts, privilégiés par 6% des sondés.

Les trois partis de la coalition peuvent défendre devant l'électeur la bonne santé économique du Grand-Duché. Le taux de chômage y est de 5,2% contre 8,1% en zone euro et la croissance du PIB a atteint 5,1% au premier trimestre, soit deux fois plus que la moyenne des 19 pays de la zone euro.

Il faut également voir si l'ADR, parti de l'identité nationale, sera porté par le souffle souverainiste qui balaie actuellement l'Union européenne. La campagne électorale luxembourgeoise a d'ailleurs pris un tour identitaire marqué, alors que 48% de la population au Luxembourg est étrangère et n'a dès lors pas accès aux urnes. Au total, 256 000 électeurs participent au scrutin, soit moins de 43% de l'ensemble de la population. En juin 2015, le gouvernement dirigé par Xavier Bettel avait proposé d'ouvrir le droit de

vote aux étrangers, mais 78% des électeurs luxembourgeois avaient repoussé l'idée par référendum.

La fin du club des quatre ?

Trois des chefs d'États et de gouvernement de l'Union européenne seront particulièrement attentifs aux résultats des élections grand-ducales et aux négociations qui s'ensuivront: les Premiers ministres libéraux belge et néerlandais Charles Michel et Mark Rutte, ainsi que le président français Emmanuel Macron. Les trois hommes sont en effet très liés à Xavier Bettel, et se présentent comme les défenseurs d'une Europe ambitieuse et progressiste – bien qu'il existe de profondes divergences de vues entre les quatre pays sur des sujets tels que la fiscalité et la réforme de la zone euro.

OleB (avec AFP)

256 000

Électeurs

Les étrangers, qui représentent 48% des 602 000 personnes vivant au Luxembourg, n'ont pas le droit de vote.